

# LE TEMPS

Editorial

## L'eau, source de vie ou de guerre

Par Ram Etwareea

De passage récemment à Genève, Hussein Chahristani, vice-premier ministre irakien et ministre du Pétrole, disait qu'il passait de plus en plus de temps à négocier un juste partage de l'eau de l'Euphrate avec les voisins, la Turquie et la Syrie. Rien d'étonnant. Toute la région connaît une faible pluviosité et la pression démographique. L'urbanisation et la dégradation environnementale réduisent la quantité d'eau disponible pour l'agriculture, l'industrie et pour les besoins domestiques. Source de vie, l'eau peut, dans ces circonstances, se transformer en source de guerre entre pays. Les relations entre ces trois voisins n'ont pas toujours été les meilleures.

Dans ce contexte, l'initia-

tive suisse de promouvoir le dialogue au Moyen-Orient pour une meilleure gestion des ressources en eau tombe bien.

Le Moyen-Orient n'est pas une exception. A travers la planète, les conflits liés à l'eau ne manquent pas. En Afrique, le Nil prend sa vie dans plusieurs sources. A maintes reprises, les pays en amont ont remis en cause le partage actuel qui a été imposé par l'Egypte coloniale. Le changement vient du fait que certains d'entre eux se mettent à l'agriculture intensive pour satisfaire leurs besoins alimentaires croissants ou pour l'exportation. La création du nouvel Etat du Sud-Soudan va obliger les pays reliés par les eaux du Nil à revoir le partage. Que dire de l'Asie centrale, où la guerre de l'eau est une réalité quotidienne? La mer

d'Aral, après avoir servi à arroser les champs de coton en Ouzbékistan, est sèche. Par conséquent, l'Amou Daria n'apporte plus assez d'eau au Tadjikistan et au Kirghizistan. Ces deux voisins s'accusent mutuellement de vouloir assécher l'autre. Et les coups de fusil résonnent régulièrement à la frontière. Les eaux du Brahmaputra et du Ganges sont certes considérées comme sacrées en Inde. Mais elles sont aussi source de conflits avec les pays limitrophes.

Au Moyen-Orient, l'initiative suisse sera sans doute difficile à mettre en place à cause des hostilités politiques entre Israël et ses voisins. Mais, si elle est concluante, elle pourrait servir de modèle dans de nombreuses situations tout aussi conflictuelles.

► Page 15

## LE TEMPS Economie & Finance

Page 15  
Vendredi 11 février 2011

### Banque centrale européenne

Axel Weber surprend et irrite Berlin Page 19



### Dermatologie

Galderma propose 1 milliard pour le rachat de Q-Med Page 18

SMI  
6612,06 -0,30%

Dow Jones (Cours 21h30)  
12 219,72 -0,16%

Stoxx 50  
3025,68 -0,20%

Dollar/franc	0,967	↑
Euro/franc	1,3186	↑
Euro/dollar	1,3627	↓
Rend. Emprunt Conf en %	1,969	↓
Baril Brent/dollar	101,12	↓
Once d'or/dollar	1353,2	↓

## La Suisse déploie sa diplomatie pour prévenir la guerre de l'eau au Moyen-Orient

**Risque** Un rapport commandé par Berne fait état de la pression démographique et de l'urbanisation sur les ressources aquatiques déjà rares. Il prévoit des conséquences désastreuses sur l'agriculture, l'industrie et les besoins domestiques

Ram Etwareea

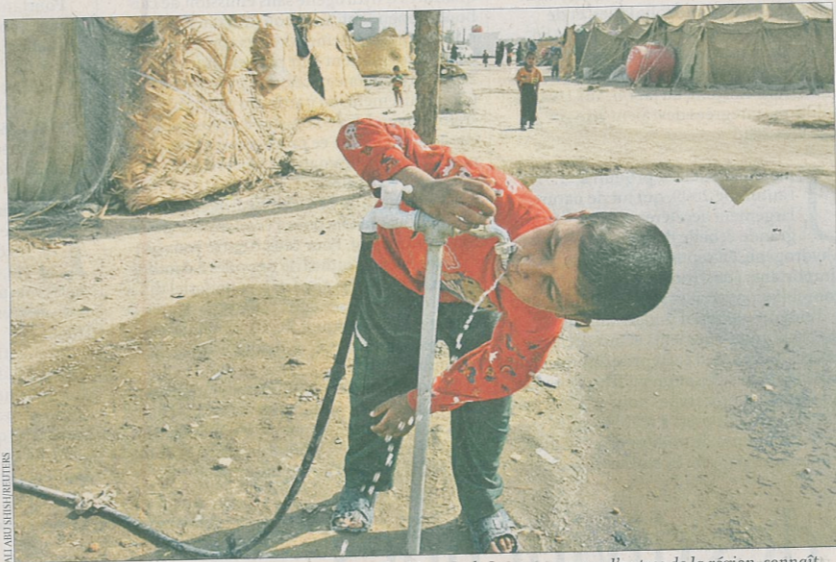
L'approvisionnement en eau est devenu une préoccupation mondiale. Un récent rapport onusien estime à 80 milliards de dollars par an les investissements jusqu'en 2015, et le double jusqu'en 2025, dans les infrastructures d'eau, nécessaires pour satisfaire les besoins dans les pays en développement.

Il y a aussi la question du prix. Depuis 1989, celui du pétrole a augmenté de 6,2% par année; celui de l'eau par 6,3%, relevait fin janvier un autre rapport, du World Economic Forum, présenté à Davos.

Le Moyen-Orient n'échappe ni à la rareté ni au renchérissement. Sans eau pour l'industrie, pour l'agriculture et pour les besoins domestiques, le désastre est annoncé d'avance. La situation se complique à cause des tensions entre Etats pour le partage de l'eau de rivières ou de lacs qui, eux, ne connaissent pas de frontières.

Il y a 50 ans, le Jourdain avait un débit de 1300 millions de mètres cubes par année. A présent, cette rivière ne porte plus que 100-200 millions. Au moment des discussions de l'accord d'Oslo en 1993, les montagnes israéliennes et palestiniennes débitaient 689 millions de mètres cubes. Aujourd'hui, c'est 7% de moins. La mer Morte, elle, mesurait 950 kilomètres carrés en 1960. Aujourd'hui, elle ne couvre que 650 kilomètres carrés.

«A moins d'une percée technologique ou d'une découverte miraculeuse de l'eau, le Moyen-Orient n'échappera pas à une grave pénurie,



Un enfant se sert d'une pompe dans un camp de réfugiés en Irak. Le pays, comme d'autres de la région, connaît une pénurie d'eau, ce qui l'oblige à dialoguer sur une gestion équitable des réserves. NAJAF, 19 FÉVRIER 2008

», a déclaré jeudi Sundeep Waslekar, responsable de Strategic Foresight Group, un centre de réflexion basé à Bombay, et auteur du rapport *The Blue Peace. Rethinking Middle East Water*. Le changement climatique, la pression démographique, les migrations et l'urbanisation vont encore amenuiser les réserves. Les conséquences sur la production agricole et sur la situation alimentaire seront catastrophiques.

Cofinancé par la Suisse et la

Suède, ce rapport a été officiellement publié jeudi à Genève par Micheline Calmy-Rey, présidente de la Confédération. Il est le fruit d'une large consultation dans les pays de la région.

### L'expérience suisse

La Suisse dispose d'une longue expérience dans la gestion des ressources aquatiques, de centres d'excellence comme l'EPFL qui font des recherches sur les technologies liées à l'eau ainsi que d'entreprises

qui comprennent les besoins en termes de filtrage, de stockage et de distribution. «Forts de nos expériences, nous voulons aider à faire face à la crise annoncée», a déclaré Micheline Calmy-Rey. Par ailleurs, la Suisse consacre 30 millions de francs par an à des projets de coopération liés à l'eau potable et à l'irrigation.

«Les rivières, les nappes phréatiques, les mers et les lacs ne connaissent pas de frontières. Une gestion nationale ne peut être que conflictuelle et chaotique», a affirmé Sundeep Waslekar. Pour ce dernier, il faut oublier les schémas actuels et travailler sur des thèses probables dans les prochaines années. Il écarte ainsi l'idée que les uns et les autres, c'est-à-dire Israéliens, Palestiniens, Irakiens, Syriens et les autres, ne puissent pas travailler ensemble. Selon l'expert indien, les Etats savent reconnaître où se trouvent leurs intérêts fondamentaux.

The Blue Peace, après avoir dressé le constat de la situation, fait une série de recommandations. La plus importante concerne la création d'un Conseil de coopération pour les ressources en eau, qui se limiterait dans un premier temps à cinq pays: Irak, Jordanie, Liban, Syrie et Turquie. Cette plate-forme pourrait être mise sur pied en 2011 encore.

Un autre conseil réunissant la Turquie, la Syrie et l'Irak pourrait aussi être créé pour la gestion commune du bassin reliant les rivières Euphrate et Tigre. «fait remarquable», a souligné l'expert indien, les relations entre ces trois pays étaient empoisonnées, notamment à cause de l'eau. Depuis 2008, ils ont signé plusieurs accords de coopération régionale, notamment sur le commerce, le transit et les télécommunications. Ils pourraient désormais se consacrer à l'eau», a fait remarquer l'expert indien.

Désormais, la Suisse s'emploiera à propager le rapport. «Par la suite, nous sommes prêts à financer les structures nécessaires pour faciliter le dialogue», a conclu Martin Dahinden, directeur de la Coopération suisse.